

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LA FAMILLE ET LE MARIAGE	1
1.0 LA FAMILLE	2
1.1 Notions historiques sur la famille, la religion et l'évolution de la législation	2
1.2 Un portrait statistique de la famille canadienne et québécoise	6
1.3 Le mariage : le pourquoi	12
1.4 L'évolution contemporaine de la famille et la législation . .	15
1.5 L'évolution contemporaine de la famille : encore un peu de sociologie	20
1.6 Les fonctions qui définissent la famille	25
1.6.1 La fonction de reproduction	25
1.6.2 La fonction d'éducation	27
1.6.3 La fonction économique	27
1.6.4 Les lois à caractère familial	28
1.7 L'effet de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> sur le droit de la famille	28
2.0 LA FAMILLE ISSUE DU MARIAGE	32
2.1 L'aspect contractuel, institutionnel ou les deux ?	32
2.2 L'acte civil et le célébrant	34
2.3 Le mariage et la législation	34

3.0	LES CONDITIONS DE FOND ET DE FORME DU MARIAGE	38
3.1	Les conditions de fond du mariage	38
3.2	Les conditions d'ordre physiologique.	39
3.2.1	L'âge	39
3.2.2	La différence de sexe et le transsexualisme	40
3.2.3	Les relations sexuelles, l'impuissance et la consommation du mariage	41
3.2.4	La maladie comme empêchement au mariage.	42
3.3	Les conditions d'ordre psychologique	42
3.3.1	Le consentement libre et éclairé, l'inaptitude et les régimes de protection	43
3.3.2	Le consentement et le régime de protection	44
3.3.3	Le consentement fictif ou le mariage simulé : l'absence d'intention d'assumer les obligations conjugales	47
3.3.4	L'erreur sur la personne et la qualité sociologiquement importante	72
3.3.4.1	La qualité sociologiquement importante	79
3.3.5	La crainte et la violence	81
3.3.6	Le dol	82
3.3.7	Le consentement du titulaire de l'autorité parentale ou du tuteur au mariage d'un mineur.	84
3.4	Les conditions sociologiques.	85
3.4.1	La bigamie	85
3.4.2	La parenté	87
3.4.3	L'adoption comme empêchement au mariage : quand la constitution s'emmêle	88
3.4.4	L'âge	90
3.5	Les particularités relatives à la formation du mariage	90

3.5.1	Les fiançailles, la promesse de mariage et l'aliénation d'affection	90
3.6	Les conditions de forme du mariage	96
3.6.1	Les formalités antérieures au mariage ou à l'union civile	96
3.6.2	Le lieu de la célébration du mariage	96
3.6.3	La publicité relative au mariage : le caractère public	97
3.6.4	La dispense de publication	97
3.6.5	L'examen médical pré-nuptial	98
3.7	Les formalités lors de la célébration du mariage	99
3.7.1	La compétence du célébrant	100
3.7.2	Les obligations du célébrant et le mariage par procuration	101
3.7.3	Le nom des époux	102
3.7.4	La preuve du mariage	104
3.7.5	L'opposition au mariage : le recours	105
3.7.6	Le mariage des Québécois à l'étranger	106
3.8	La sanction au manquement des conditions de fond et de forme du mariage : la nullité	107
3.8.1	Nullité relative ou absolue	109
3.8.2	L'intérêt juridique	112
3.8.3	La prescription du recours en nullité	115
3.8.4	Le recours	116
3.8.5	La preuve	117
4.0	LES EFFETS DE LA NULLITÉ DU MARIAGE ET LE MARIAGE PUTATIF	118
4.1	Le mariage putatif	118
4.2	Les dommages et intérêts et la nullité du mariage	121

4.3	Particularités sur l'absence de consentement, le mariage putatif et le régime matrimonial	124
5.0	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LA NULLITÉ DU MARIAGE	125
6.0	LES CONJOINTS DE MÊME SEXE ET L'UNION CÉLÉBRÉE À L'ÉTRANGER : SA RECONNAISSANCE AU CANADA.	126
7.0	L'IMMIGRATION ET LES CONJOINTS DE MÊME SEXE	127

CHAPITRE 2 : LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ET PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT : LES CHARGES DU MARIAGE ET LE PATRIMOINE FAMILIAL 131

1.0	LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT	131
1.1	Les rapports extrapatrimoniaux	133
1.2	Les rapports personnels entre époux (et les conjoints civils)	133
1.2.1	Le respect de l'autre époux	133
1.2.2	Les devoirs d'assistance et de secours	134
1.2.3	Le devoir de fidélité	136
1.2.4	Le devoir de vie commune	136
1.2.5	Le choix et la protection de la résidence familiale	137
1.3	Les rapports familiaux entre époux (et conjoints civils)	139
1.3.1	La direction morale de la famille	139
1.3.2	Le mandat de représentation	139
1.3.3	La direction matérielle de la famille, le mandat domestique et la contribution aux charges du mariage	142

2.0	LES RAPPORTS PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT	152
2.1	La création d'un patrimoine familial obligatoire	152
2.1.1	L'application des règles du patrimoine familial : les principes et un peu d'histoire	152
2.2	La <i>Loi modifiant le Code civil du Québec et favorisant l'égalité économique entre les époux</i>	155
2.2.1	La convention de non-assujettissement et l'article 42 des dispositions transitoires : validité et recours	160
2.2.2	Le règlement des conséquences : la non-application des règles du patrimoine familial.	165
2.2.3	La renonciation aux droits dans le patrimoine familial	178
2.3	Les donations et les prêts entre époux et le contournement des règles du patrimoine familial	179
2.4	Le patrimoine familial et la <i>Loi sur les Indiens</i>	187
2.5	La <i>Loi sur les anciens combattants</i> et le patrimoine familial	191
3.0	LA DÉMARCHE POUR DÉTERMINER LA CRÉANCE D'UN ÉPOUX OU CONJOINT CIVIL DANS LE PATRIMOINE FAMILIAL.	192
3.1	La qualification des biens composant le patrimoine familial	195
3.1.1	Les biens visés par les dispositions du patrimoine familial	195
3.1.2	Les résidences principales, les résidences secondaires de la famille et le droit qui en confère l'usage	197
3.1.3	La résidence de la famille détenue en copropriété ou dont une partie est utilisée à titre de résidence de la famille	212
3.1.4	Les meubles qui garnissent ou ornent les résidences de la famille	215

3.1.5	Les véhicules automobiles	218
3.1.6	Les droits au titre d'un régime de retraite	222
3.1.7	Les biens exclus	227
3.2	L'article 417 C.c.Q. et la valeur nette du patrimoine	228
3.2.1	La dette fiscale latente	229
3.2.2	La résidence familiale et l'impact fiscal	238
3.2.3	Les REÉR et les FERR	241
3.2.4	Les régimes de pension agréés	246
3.2.5	L'obligation pour le conjoint débiteur d'une créance de faire un choix au plan fiscal au moment de transférer un bien au créancier	249
3.2.6	La date d'évaluation	253
3.2.6.1	Le principe : la date d'introduction de l'instance ou le décès	255
3.2.6.2	La fin de la vie commune	258
3.2.6.3	Une date postérieure à la cessation de la vie commune	264
3.3	Les dettes à considérer et à soustraire de la valeur marchande du bien (art. 417 C.c.Q.)	269
3.4	Les déductions de l'article 418 C.c.Q.	290
3.4.1	La moins- value peut-elle excéder la valeur du bien ?	306
3.4.2	Les déductions de l'article 418 ; la synthèse	308
3.4.3	La renonciation à une déduction	311
3.4.4	La renonciation « présumée » à une déduction*	312
3.5	Le partage en parts égales, son exécution et la prescription	325
3.5.1	La transmissibilité de la créance issue du patrimoine familial	326

* Une section 3.4.5 intitulée « Un nouveau virage à 180° quant à la renonciation à une déduction : l'arrêt *Droit de la famille – 10304* » a été ajoutée en annexe avant l'impression. Voir page 1011.

3.5.2	La prescription	327
3.5.3	L'arrêt <i>D. (T.) c. N. (R.)</i>	327
3.5.4	L'arrêt <i>Bergeron c. Turcotte</i>	338
3.6	Le mode de paiement	344
3.6.1	L'attribution de certains biens et les modalités de paiement	345
3.6.2	Le partage ou la renonciation aux gains inscrits au régime de rentes du Québec.	347
3.6.3	Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite régi par une loi provinciale . . .	359
3.6.4	Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite fédéral	362
3.7	Le partage et la saisissabilité des véhicules de retraite : critères et limites	367
3.8	Le paiement compensatoire	383
3.9	Le partage inégal	388
3.9.1	Les principes	388
3.9.2	La Cour suprême et le partage inégal	392
3.9.3	Les motifs pouvant entraîner un partage inégal	396
	a) La brièveté du mariage.	400
	b) La dilapidation	404
	c) La mauvaise foi, la négligence et l'apport exceptionnel.	407
	d) La double ponction au régime de retraite	419
	e) Le déséquilibre ou l'absence de biens partageables	420
3.9.4	Le partage inégal.	421
3.10	La renonciation au partage du patrimoine familial	421

3.11	Le partage, le paiement d'intérêts et l'indemnité additionnelle	425
3.12	La faillite, le patrimoine familial et les transactions révisables	429
3.12.1	Le patrimoine familial avant la faillite et la proposition du consommateur	431
3.12.2	Le patrimoine familial après la faillite	435
3.12.3	Le cas particulier des véhicules de retraite	443
3.12.4	Les mesures d'exécution et la faillite	463
3.12.5	L'effet de la faillite sur la créance du patrimoine familial et les conventions matrimoniales : les paiements préférentiels et les transactions révisables	463
3.12.6	Les dettes alimentaires	473
3.12.7	L'annulation de la cession de biens	474
3.12.8	La demande en inopposabilité art. 1631 C.c.Q.	475
3.13	Le patrimoine familial et la réconciliation	488
3.14	Le partage du patrimoine familial et les règles de l'indivision : la juxtaposition des règles	492
3.14.1	La valeur marchande de l'immeuble lorsqu'il est mis fin à l'indivision	493
3.14.2	L'effet de l'indivision	494
3.14.3	Les dettes de l'article 417 C.c.Q. et les déductions de l'article 418 C.c.Q.	496
3.15	Le droit international privé et le patrimoine familial	499
3.16	Quelques aspects successoraux en matière de patrimoine familial	500
3.16.1	Le cumul des droits du conjoint survivant	501
3.16.2	Éviter le cumul ?	507
3.16.3	Le paiement de la créance et la priorité sur les biens familiaux	508

CHAPITRE 3 : LES RAPPORTS EXTRAPATRIMONIAUX ET PATRIMONIAUX ENTRE LES ÉPOUX ET LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT : LES RÉGIMES MATRIMONIAUX		509
1.0	LES RÉGIMES MATRIMONIAUX	509
1.1	Les principes généraux	509
1.2	Le régime matrimonial et le droit international privé	512
1.3	Le contrat de mariage : les formalités	515
2.0	LES CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS	517
2.1	La qualification des biens et des dettes	519
2.1.1	Les <u>propres</u> : la qualification	520
2.1.2	Les <u>acquêts</u> : la qualification	523
2.2	Le fonctionnement du régime pendant la vie commune	526
2.3	La liquidation de la société d'acquêts	526
2.4	Le droit d'option	529
2.4.1	Le partage de la société d'acquêts et les intérêts	532
2.4.2	La prise en compte des <u>dettes</u> et leur qualification	533
2.5	Les récompenses	536
3.0	LE PARTAGE : LES ÉTAPES	543
3.1	L'absence de partage et la renonciation	545
3.1.1	La renonciation	545
3.1.2	Le recel de l'article 471 C.c.Q. : l'absence de partage	546
3.1.3	L'immixtion : l'absence de partage	551
3.2	L'attribution préférentielle de biens	551

4.0	TABLEAU RÉCAPITULATIF SUR LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS	552
4.1	Le calcul de la récompense des propres de monsieur à ses acquêts	555
4.2	L'application de l'article 457 C.c.Q. et le concept d'entreprise	557
5.0	LE RÉGIME MATRIMONIAL CONVENTIONNEL ET LA MODIFICATION DE RÉGIME	559
5.1	La séparation de biens	559
5.2	Le contrat de mariage et l'inapte.	559
5.3	Le régime de la séparation de biens et les femmes	561
6.0	LA COMMUNAUTÉ DE MEUBLES ET ACQUÊTS.	566
6.1	Les biens visés	568
	CHAPITRE 4 : L'UNION CIVILE.	571
1.0	INTRODUCTION	571
1.1	Les conditions de formation	575
1.1.1	Les conditions de fond	575
1.1.2	Les conditions de forme.	576
1.1.3	La preuve de l'union civile	576
1.1.4	L'opposition à l'union civile.	577
1.1.5	La nullité de l'union civile, le recours, la procédure et la preuve.	577
2.0	LES EFFETS DE L'UNION CIVILE	579
2.1	Les règles applicables aux conjoints en union civile	579
2.2	La résidence familiale	580
2.3	La direction de la famille	581
2.4	Le patrimoine familial	581
2.5	Le régime d'union civile	581

3.0	LA DISSOLUTION DE L'UNION CIVILE.	581
3.1	La dissolution volontaire	582
3.2	La dissolution volontaire et son caractère exécutoire	584
3.3	La dissolution judiciaire.	585
3.4	La procédure	585
3.5	La preuve.	586
3.6	Les effets de la dissolution.	587
3.7	Le droit international privé	587
	CHAPITRE 5 : LA SÉPARATION DE CORPS ET	
	DE BIENS	589
1.0	LES ASPECTS GÉNÉRAUX DU DÉMEMBREMENT DE LA FAMILLE	589
1.1	La séparation de fait en l'absence de procédures	590
1.2	La séparation de corps : les motifs	591
2.0	LA SÉPARATION DE CORPS FONDÉE SUR UN PROJET D'ACCORD ENTRE LES ÉPOUX.	593
2.1	Le contenu du projet d'accord	593
2.1.1	L'examen du projet d'accord	594
2.1.2	Les choix du tribunal.	594
2.1.3	La représentation simultanée de deux clients : les aspects éthiques	595
2.2	La séparation de corps fondée sur une cause	596
2.2.1	La volonté de faire vie commune est gravement atteinte	596
2.2.2	La séparation de fait	597
2.2.3	Les manquements graves aux devoirs du mariage (art. 494, 3 ^o C.c.Q.).	598
2.2.4	L'adultère	599

2.2.5	Le manque de respect	599
2.2.6	Le refus de secourir ou d'assister son époux	600
2.2.7	Le refus de faire vie commune	601
2.2.8	La vie commune devenue difficilement tolérable	601
2.3	L'instance en séparation de corps	602
2.3.1	Les procédures en séparation de corps : le tribunal compétent et le lieu d'introduction de la demande	602
2.4	Les modes d'introduction de la demande	603
2.4.1	Par déclaration d'un seul conjoint et la demande reconventionnelle.	603
2.4.2	Les procédures et la signification.	604
2.4.3	Les mesures provisoires et l'ordonnance de sauvegarde	605
2.4.4	Par déclaration conjointe des époux.	609
2.4.5	Par déclaration conjointe sans projet d'accord . . .	609
2.4.6	Par déclaration conjointe avec projet d'accord. . . .	610
2.5	La preuve en matière de séparation de corps	611
2.6	Les fins de non-recevoir de la demande en séparation de corps	611
2.6.1	Le décès des époux ou de l'un d'eux	612
2.6.2	La réconciliation des époux pendant et après l'instance	612
2.6.3	La réconciliation des époux après l'instance	614
2.6.4	Un jugement antérieur en séparation de corps ou en divorce	616
2.6.5	L'insuffisance des preuves alléguées (art. 498 C.c.Q.)	617
2.6.6	L'insuffisance du projet d'accord	617

2.7	Les effets de la séparation de corps : un survol	617
2.7.1	La garde des enfants et les mesures provisoires	617
2.7.2	La pension alimentaire et le stade provisoire	618
3.0	LA PROCÉDURE	621
4.0	LES EFFETS DU JUGEMENT DE SÉPARATION DE CORPS	622
4.1	Les effets entre les époux	622
4.2	La séparation de corps et le divorce	622
4.3	Les mesures accessoires	626
4.3.1	La garde des enfants	626
4.3.2	Les droits d'accès	626
4.3.3	La pension alimentaire	627
4.3.4	Les modes de paiement de la pension alimentaire	630
4.4	L'attribution du droit de propriété ou d'usage des biens meubles ou d'habitation de la résidence familiale	631
4.5	Le partage des actifs : un rappel sommaire	634
4.6	Le sort des donations contenues dans un contrat de mariage	635
4.6.1	Notions générales	635
4.6.2	La donation entre vifs	648
4.6.3	La donation et l'ingratitude	653
4.7	La caducité de la donation à cause de mort	656
4.8	La faillite et la donation	658
4.9	L'assurance-vie	658
4.9.1	La désignation	658
4.9.2	Une obligation à caractère patrimonial ou alimentaire	660

4.9.3	L'obligation de maintenir en vigueur une assurance-vie	665
4.9.4	Les obligations de l'assureur	666
5.0	LA PRESTATION COMPENSATOIRE	666
5.1	La nature de la prestation compensatoire	667
5.2	Les critères d'attribution de la prestation compensatoire	673
5.3	La prestation compensatoire et la jurisprudence : la preuve, les services domestiques et l'évaluation du <i>quantum</i>	678
5.4	La prestation compensatoire, le patrimoine familial et le bien partageable	689
5.5	Le moment de la demande	695
5.5.1	La prise en compte des autres avantages	696
5.5.2	La demande post-jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage	697
5.5.3	La transmissibilité du recours	698
5.5.4	La prescription du recours	699
5.6	Le mode de paiement (art. 429 et 430 C.c.Q.)	700
5.7	La faillite et la prestation compensatoire	701
6.0	LES DOMMAGES ET INTÉRÊTS	705
7.0	LES DÉPENS	707
8.0	LES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS À L'ÉGARD DES ENFANTS.	708
9.0	L'APPEL DU JUGEMENT EN SÉPARATION DE CORPS, L'EXÉCUTION ET LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES : UN RAPPEL	708
9.1	L'appel du jugement interlocutoire	708
9.2	L'appel du jugement de séparation de corps.	709

10.0	LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES	710
10.1	Les mesures provisoires : un rappel sommaire	710
10.2	Les mesures accessoires	711
10.3	Les mesures accessoires à titre de demandes principales	711
10.4	La demande tardive de pension alimentaire	712
10.5	La fin de la séparation de corps entre époux	713
	CHAPITRE 6 : LE DIVORCE	715
1.0	NOTIONS GÉNÉRALES	715
1.1	Un peu d'histoire	716
1.2	Les causes de divorce et la preuve	717
	1.2.1 La demande conjointe en divorce	722
1.3	Le manquement aux devoirs personnels	723
	1.3.1 L'adultère	724
	1.3.2 La cruauté mentale ou physique rendant intolérable la vie commune	724
	1.3.3 Le divorce fondé sur la vie séparée depuis au moins un an	727
	1.3.3.1 Les conditions objectives	727
	1.3.3.2 Les conditions subjectives	728
	1.3.3.3 La reprise de la cohabitation et la période d'un an	729
1.4	Les fins de non-recevoir de la demande en divorce	733
	1.4.1 La collusion	735
	1.4.2 Le pardon et la connivence	736
	1.4.3 L'absence d'arrangements raisonnables pour les aliments de l'enfant à charge	737

1.4.4	La levée des obstacles religieux au remariage religieux	738
1.4.5	La Cour d'appel, le divorce et la religion	740
1.4.6	La Cour suprême, les tribunaux civils et la religion	743
1.5	La procédure de divorce	747
1.6	L'instance en divorce	747
1.6.1	La signification des procédures	748
1.6.2	La demande reconventionnelle	749
1.6.3	L'intervention de tiers à l'instance en divorce	750
1.6.4	Le désistement pendant l'instance	750
1.7	Le tribunal compétent et la juridiction territoriale	752
1.7.1	La juridiction si deux provinces sont saisies de deux demandes en divorce	754
1.7.2	Les articles 70 et 70.1 C.p.c. en matière de divorce	756
1.7.3	La modification des mesures accessoires	759
1.7.4	Le renvoi en matière de garde et l'article 6(3) de la <i>Loi sur le divorce</i>	759
1.8	Les devoirs de l'avocat et du tribunal	762
1.9	Les mesures provisoires relatives à l'organisation de la famille pendant l'instance en divorce et l'appel des jugements interlocutoires	762
2.0	LES MESURES ACCESSOIRES RELATIVES À L'ORGANISATION DE LA FAMILLE POSTÉRIEUREMENT AU DIVORCE	765
2.1	Les mesures accessoires	765
2.1.1	La garde des enfants	765
2.1.1.1	L'enfant visé par la demande	765

2.1.1.2	Qui peut demander la garde	766
2.1.1.3	La garde demandée par l'époux du père ou de la mère qui n'est pas le parent biologique : le statut in loco parentis	766
2.1.1.4	La garde demandée par un tiers	774
2.2	Les droits d'accès	774
2.3	Le divorce et l'obligation alimentaire	776
2.3.1	Le divorce et l'obligation alimentaire de l'enfant	776
2.3.2	La pension alimentaire pour l'époux	778
2.4	La fixation de la pension alimentaire	781
2.5	L'indexation de la pension alimentaire	782
2.6	La garantie de paiement de la pension alimentaire	782
2.7	L'attribution d'un droit d'usage de la résidence familiale et des meubles	782
2.8	Le partage des biens	783
2.9	Le contrat de mariage et le sort des donations en divorce	783
2.9.1	Les donations entre vifs	784
2.9.2	La donation à cause de mort	792
2.9.3	Le divorce et la révocation des donations	794
2.10	La prestation compensatoire	795
2.11	L'assurance-vie	795
3.0	LA DEMANDE EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS	802
3.1	Les dépens	812
3.2	La rédaction des conventions	812
3.3	Les ordonnances conditionnelles : les articles 18 et 19 de la <i>Loi sur le divorce</i>	813

4.0	LA PRISE D'EFFET DU JUGEMENT, LE DÉSISTEMENT DU JUGEMENT, LA RÉTRACTATION, L'EXÉCUTION DU JUGEMENT, L'APPEL, LE JUGEMENT PRONONCÉ À L'ÉTRANGER ET LA RÉVISION DES MESURES ACCESSOIRES.	815
4.1	Le jugement de divorce et la rétractation.	818
4.2	L'exécution du jugement	819
	4.2.1 La garde et l'accès	819
	4.2.2 La pension alimentaire	819
4.3	Le jugement de divorce, le désistement et la réconciliation.	819
	4.3.1 Le désistement.	820
	4.3.2 La réconciliation	820
4.4	L'appel.	822
4.5	La révision des mesures accessoires	823
4.6	Les effets du jugement de divorce sur le jugement antérieur de séparation de corps	824
4.7	La validité du jugement de divorce prononcé à l'étranger.	834
4.8	Le nom de la femme mariée.	834
	CHAPITRE 7 : L'UNION HORS LE CADRE DU MARIAGE ET DE L'UNION CIVILE : LES CONJOINTS DE FAIT, LEUR SITUATION JURIDIQUE, LEURS RECOURS ET L'INDIVISION	837
	INTRODUCTION.	837
1.0	L'UNION DE FAIT ET LA DIVERSIFICATION DE LA VIE CONJUGALE AU CANADA	839
1.1	Commencer sa vie commune par l'union libre : un choix de plus en plus populaire, surtout au Québec	842
1.2	La notion de conjoint de fait	843

2.0	LA SITUATION JURIDIQUE DES CONCUBINS	849
2.1	Les conséquences de cette situation	853
2.2	La reconnaissance particulière du concubinage par certaines lois à caractère social	854
2.3	Les contrats, donations et assurances.	854
2.4	Les enfants des concubins	856
2.4.1	La pension alimentaire pour l'enfant.	856
2.4.2	Les biens.	856
2.4.3	Les incidences fiscales.	857
3.0	LES CONJOINTS DE FAIT ET LE PARTAGE DES BIENS FAMILIAUX : LE DROIT À LA MARGINALITÉ ET L'ARRÊT WALSH.	857
3.1	Les faits	858
3.2	La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix	859
3.3	La préexistence d'un désavantage.	861
3.4	La correspondance avec les besoins du demandeur et l'effet d'amélioration de la Loi	862
3.5	La nature et l'étendue du droit touché	863
3.6	Le juge Gonthier	864
3.7	La dissidence dans Walsh	865
3.8	Les conséquences sur les enfants	867
4.0	LA CESSATION DE LA VIE COMMUNE ET LES CONVENTIONS ENTRE CONJOINTS DE FAIT.	869
4.1	Le contenu de la convention de concubinage ou contrat de vie commune.	870
4.2	La jurisprudence, la convention de concubinage et autres modes de survie.	872
4.3	Le contrat de cohabitation et le mariage ultérieur	891

4.4	Les recours en l'absence de contrat ou d'entente en chambre civile ou familiale ?	893
4.5	La garde des enfants	895
4.6	Le statut in loco parentis en droit civil ?	896
4.7	La pension alimentaire pour les enfants	900
4.8	La pension alimentaire pour l'ex-conjoint de fait	901
4.9	La résidence « familiale » et les meubles la garnissant : le droit d'usage	903
5.0	L'INDIVISION ET LES CONJOINTS DE FAIT	912
5.1	La présomption de partage en parts égales de l'article 1015 C.c.Q.	917
5.2	L'article 1016 C.c.Q. et l'indemnité de jouissance exclusive	922
5.3	L'indivision et la jurisprudence	929
5.4	La vente forcée d'un conjoint à l'autre	934
5.5	La possibilité de racheter la part d'un indivisaire	936
6.0	LE PARTAGE DES BIENS ET LEUR REVENDICATION	936
6.1	La société de participation (ou tacite)	937
6.2	L'enrichissement injustifié	944
6.2.1	Le calcul de la compensation	968
6.2.2	La transmissibilité de l'action pour enrichissement injustifié	980
6.2.2	L'inopposabilité de la transaction	982
7.0	LES DOMMAGES ET INTÉRÊTS	982
8.0	LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ	987
9.0	LA RÉCONCILIATION ET LE JUGEMENT QUANT À LA GARDE ET LA PENSION ALIMENTAIRE	987
10.0	LES RÉGIMES DE RETRAITE, LES CONJOINTS DE FAIT ET LE CONJOINT SURVIVANT	988

11.0 LE DROIT COMPARÉ ET LES CONJOINTS DE FAIT	1001
12.0 LA MARGINALITÉ : UN VÉRITABLE CHOIX ?	1002
12.1 Les conséquences sur les conjoints de fait	1002
12.2 Les conséquences sur les enfants	1004
13.0 LES CONJOINTS DE FAIT ET LE DROIT SUCCESSORAL	1006
ANNEXE	1011
TABLE DE LÉGISLATION	1017
TABLE DE JURISPRUDENCE	1051
INDEX ANALYTIQUE	1119